

Manche

Éducation nationale. À quelques jours de la rentrée

Le ministre veut « une école de la confiance »

QUOTIDIEN LA PRESSE DE LA MANCHE | mercredi 30 août 2017

860 mots



Le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, lors de sa conférence de presse de rentrée hier. - Crédit AFP

Priorité à l'école primaire et à la lutte contre les inégalités : le nouveau ministre de l'Éducation a présenté hier la première rentrée scolaire du quinquennat Macron, affichant sa volonté de construire « une école de la confiance ».

Lors de la rituelle conférence de presse, six jours avant la rentrée des 12,8 millions d'élèves et 884 000 enseignants, Jean-Michel Blanquer a renouvelé sa « **confiance à tous les acteurs du système** » éducatif. « **Je suis là pour soutenir les professeurs et nous devons tous les soutenir.** »

Il s'est félicité d'avoir, en quelques semaines, concrétisé des promesses de campagne d'Emmanuel Macron. « **Ce que nous disons, nous le faisons** », a déclaré le ministre, qui depuis son installation a multiplié les annonces, se voyant souvent accusé de « **détricoter** » l'héritage Hollande.

Dédoublement des classes de CP en REP +

Les deux principaux changements concrets sont une forte réduction du nombre d'élèves (à une douzaine) dans les CP des quartiers très défavorisés (REP +) et un retour à la semaine de quatre jours pour un tiers des écoles dans les communes où établissements scolaires et mairies le souhaitent.

Le dédoublement des classes de CP en REP + sera effectif dans 86 % des classes. Pour les 14 % restantes, il y aura deux maîtres dans la salle de cours. Le dédoublement des classes de CP

et CE1 en REP et REP + s'étalera sur trois ans, jusqu'en 2019, soit un an de plus que prévu.

Pour mettre en oeuvre la mesure, le gouvernement puisera dans le vivier des enseignants du dispositif « Plus de maîtres que de classes », qui consiste à affecter un enseignant supplémentaire dans une école : un tiers de ces effectifs ont été redéployés.

Baisse des emplois aidés

Mais le premier syndicat des enseignants en école primaire, le SNUipp-FSU, s'étonne de la réduction de ce dispositif, qui « **allait être évalué en 2019** ». Le syndicat a d'ailleurs lancé lundi « **un avertissement** » au ministre, estimant que « **la confiance** » a déjà été « **entachée** »

Parmi les sujets qui fâchent : la baisse des emplois aidés auxquels l'Éducation nationale a largement recours. Le ministre a confirmé que les 50 000 emplois conservés seront consacrés à l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Les 23 000 supprimés étaient dédiés notamment à l'assistance des directeurs d'école.

Conséquence de cette baisse, à La Réunion, la rentrée scolaire a été décalée de cinq jours dans la plupart des communes. Une petite commune du Calvados, Valorbiquet, veut aussi repousser la rentrée d'une semaine. Alors que l'Association des maires de France a tiré la sonnette d'alarme, le ministre a assuré suivre la situation de près.

Retour à la semaine de quatre jours

La nouveauté de la rentrée, c'est aussi, pour un tiers des écoles primaires, un retour à la semaine de quatre jours, revenant ainsi sur les quatre jours et demi instaurés sous François Hollande. Il ne s'agit pas d'un « **retour en arrière, mais d'une nouvelle étape** », a assuré Jean-Michel Blanquer. Une concertation pour revoir plus largement le rythme journalier, le calendrier scolaire et la durée des vacances sera bientôt ouverte.

Autre mesure : des évaluations nationales en français et en maths dès la rentrée pour les CP et en novembre pour les 6^e.

Dispositif « devoirs faits »

Au niveau du collège, les établissements peuvent rétablir les options de langues anciennes, dont M. Blanquer s'est fait le chantre mardi, développer les classes bilangues et les sections européennes. Le dispositif « devoirs faits », qui permettra aux collégiens de faire leurs devoirs dans le cadre de l'établissement, sera mis en place après les vacances de la Toussaint.

La voie professionnelle (CAP, bacs pros) est une « **très grande priorité** », a répété le ministre. Il veut la « **renouveler** » et évoque une réforme des CAP et une meilleure articulation avec l'apprentissage.

Hausse du budget d'un milliard en 2018

Alors que les ministères sont appelés à réduire leurs dépenses, il se félicite que l'éducation soit, avec la défense, une « **priorité** » budgétaire. Le prochain budget de l'Éducation nationale devrait « **dépasser les 70 milliards d'euros** » contre un peu moins de 69 milliards en 2017, versement des retraites compris.

Quant à la prime annuelle de 3 000 euros promise aux instits en REP +, elle sera « **bien sûr** » mise en oeuvre, a assuré le ministre, sans toutefois donner de calendrier.